



Interviews franc-tireurs

Emmanuel Navon : « Une majorité d'Israéliens considèrent la résolution du conflit avec les Palestiniens comme à la fois souhaitable et impossible à court et moyen terme »

PUBLIÉ LE 8 JUILLET 2019

PHOTOGRAPHIE ©

Emmanuel Navon géopolitologue, spécialiste des questions de relations internationales et professeur à l'Université de Tel-Aviv a répondu aux questions de Putsch pour nous éclairer sur la situation politique en Israël et la place de Benjamin Netanyahu, le conflit israélo-palestinien ainsi que les tensions entre l'Iran et Israël. Un entretien passionnant pour mieux appréhender les défis politiques qui s'imposent à Israël et la situation tendue dans cette région du Proche-Orient.

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS VIDAL

Pouvez-vous nous décrire de façon schématique le paysage politique israélien ?

Israël est une démocratie parlementaire dans laquelle le rôle du chef de l'État est cérémonial. Le mode de scrutin pour la Knesset (le parlement israélien) est proportionnel intégral avec un seuil d'éligibilité de 3,25%, d'où le nombre relativement élevé de partis politiques représentés. 11 partis sont représentés dans la Knesset sortante.

f Le scrutin proportionnel a souvent mauvaise presse en France. On se souvient de l'instabilité gouvernementale de la Quatrième République. Mais il a des avantages: il ne produit pas la frustration du scrutin majoritaire puisque presque tout le monde est représenté. Pour preuve, nous n'avons pas de « gilets jaunes » en Israël. Ainsi il crée un contre-pouvoir souvent salutaire (le Premier ministre dépend de l'accord de ses partenaires); et il n'est pas nécessairement la cause d'instabilité gouvernementale. Le mode de scrutin était majoritaire sous la Troisième République.

Nos gouvernements sont toujours des gouvernements de coalition du fait du mode de scrutin. Il y a six partis dans le gouvernement sortant. La Knesset est élue pour quatre ans, mais nos gouvernements durent en moyenne trois ans et en général du fait de la surenchère budgétaire des partis lorsqu'on approche de l'année électorale. Israël ne souffre pas de l'instabilité gouvernementale de la Première République italienne ou de la Quatrième République française car la menace d'élections anticipées a un effet dissuasif: un parti qui fait chuter sa propre coalition provoque immédiatement des élections. Quant aux motions de censure, il n'y en a eu qu'une dans l'histoire du pays, en 1990. Elles sont d'autant plus improbables qu'elles sont conditionnées depuis 2014 par la nécessité de proposer un gouvernement alternatif comme en Allemagne.

« Notre paysage politique a longtemps été atypique car, historiquement, la gauche représentait les privilégiés et la droite les laissés-pour-compte »

f

🐦

✉

Notre paysage politique a longtemps été atypique car, historiquement, la gauche représentait les privilégiés et la droite les laissés-pour-compte. L'indépendance fut proclamée en 1948 par (David Ben-Gourion, un premier ministre socialiste dont le parti fut au pouvoir de façon continue jusqu'en 1977. Parce que le parti socialiste contrôlait les leviers politiques et économiques du pays, il était le parti des privilégiés et des pionniers laïques issus majoritairement d'Europe de l'Est. L'opposition de droite de Ménéchem Bégin, en revanche, bâtit son électorat autour des classes ouvrières et défavorisées issues en majorité de l'immigration d'origine d'Afrique du Nord et du Proche Orient et restées traditionnelles voire religieuses. Cette fracture sociale eut un effet déterminant sur la division droite-gauche, une division à laquelle s'ajouta la question controversée de l'avenir des territoires conquis par Israël à la suite de la Guerre des Six Jours en juin 1967.

Notre paysage politique a connu, depuis, des mutations. La gauche israélienne ne s'est jamais remise de l'échec du pari politique sur lequel elle avait tout misé avec les Accords d'Oslo signés en 1993. Suite à l'échec de la Conférence de Camp David et à la Seconde Intifada lors de l'été et de l'automne 2000, les Israéliens cessèrent de croire au « processus de paix ». Le retrait unilatéral de la Bande de Gaza en 2005 se solda par des milliers de missiles tirés vers Israël et par le creusement de dizaines de tunnels par le Hamas. La reprise des négociations en 2007 via processus d'Annapolis échoua également. D'où l'affaiblissement durable de la gauche israélienne qui promettait la paix aux Israéliens.

**« Suite à l'échec de la
Conférence de Camp
David et à la Seconde
Intifada lors de l'été et de
l'automne 2000, les
Israéliens cessèrent de
croire au « processus de
paix »**



Depuis, une majorité d'Israéliens considèrent la résolution du conflit avec les Palestiniens comme à la fois souhaitable et impossible à court et moyen terme. Ce sujet, qui était au centre des débats politiques dans le passé, figure désormais à peine dans nos campagnes électorales.

Le clivage droite-gauche s'est reporté sur d'autres questions telles que la séparation des pouvoirs et l'activisme de la Cour suprême, l'exemption du service militaire pour les ultra-orthodoxes, et les questions économiques telles que le coût de la vie et les embouteillages.

**« Une majorité
d'Israéliens considèrent
la résolution du conflit
avec les Palestiniens
comme à la fois
souhaitable et impossible
à court et moyen terme.
Ce sujet, qui était au
centre des débats
politiques dans le passé,
figure désormais à peine
dans nos campagnes
électorales »**

Quelle est aujourd'hui la position de Netanyahu en Israël ?

La position de Netanyahu est paradoxale. D'un côté, c'est un homme d'État qui a, à son actif, des succès indéniables voire impressionnants. La situation internationale d'Israël n'a jamais été aussi bonne, l'économie jouit d'une forte croissance et du plein emploi. Et Netanyahu a brisé un record de longévité et a rétabli une stabilité politique qui faisait défaut depuis longtemps en Israël. D'un autre côté, c'est un politicien cynique et sans scrupules qui divise pour mieux régner, qui s'entoure de courtiers médiocres mais fidèles, et qui fait fuir les gens honnêtes et talentueux; et dont la radinerie maladroite ainsi qu'une obsession avec son traitement par les médias l'ont mené ces dernières années à des excès qui ont fini par se solder par une mise en examen pour corruption.



« La position de Netanyahu est paradoxale. D'un côté, c'est un homme d'État qui a, à son actif, des succès indéniables voire impressionnants (...) D'un autre côté, c'est un politicien cynique et sans scrupules qui divise pour mieux régner, qui s'entoure de courtiers médiocres mais fidèles »

f

•

✉

Parmi les Israéliens, Netanyahu suscite soit une haine pathologique soit une admiration sans borne. Il est très polarisant. Bien sûr, il y a aussi beaucoup d'Israéliens qui votent pour lui sans enthousiasme car la situation générale d'Israël est objectivement et globalement bonne, et parce que les alternatives à Netanyahu ne semblent pas crédibles. Mais l'usure du pouvoir commence à se faire sentir. Outre les affaires de corruption, il a perdu le contrôle de la carte politique. Il avait fait avancer les élections au printemps 2019 pour préempter sa mise en examen par le Procureur général, mais ce dernier a refusé de changer le calendrier judiciaire. Et, surtout, Netanyahu n'a pas réussi à former une coalition qui lui semblait pourtant acquise. Puis il a forcé la main de son parti (le Likoud) pour voter une dissolution dont personne (sauf lui) ne voulait, et ce pour éviter que le Président ne charge un autre député à former un gouvernement.

Étant donné qu'Avigdor Lieberman (cinq députés dans la Knesset à présent dissoute) a refusé de soutenir Netanyahu, celui-ci aspire à une majorité de 61 députés de droite (partis religieux inclus) sans Lieberman. Les derniers sondages montrent que ce scénario est pour l'instant irréaliste: la coalition de droite est en perte de vitesse tandis que Lieberman, lui, se renforce. La coalition que Lieberman appelle de ses vœux (Likoud/Bleu-Blanc/Lieberman) semble être la seule possible à ce stade d'après les derniers sondages. Mais tant Lieberman que Bleu-Blanc ont une condition pour former une telle coalition: que Netanyahu s'écarte et que le Likoud élise un nouveau leader.

f

🐦

✉

Or le Likoud, contrairement au Parti travailliste, est très fidèle à ses dirigeants. Cela tient entre autres à des raisons historiques (être unis et solidaires face aux élites et aux médias perçus comme hostiles). Mais si Netanyahu « se plante » aux élections du mois de septembre, même le Likoud aura son « moment Brutus. » Car, après tout, pourquoi s'accrocher à Netanyahu s'il n'est plus capable de maintenir le parti au pouvoir?

Certes, la fin imminente de Netanyahu a été proclamée à maintes reprises depuis qu'il fut élu premier ministre, pour la première fois, en 1996. Or il a prouvé une capacité de survie politique sans égale. Il faut donc être prudent lorsque l'on fait des prédictions sur son avenir politique. Mais, tout en étant prudent, j'affirme que sa carrière politique touche à sa fin.

« Il faut donc être prudent lorsque l'on fait des prédictions sur l'avenir politique de Netanyahu. Mais, tout en étant prudent, j'affirme que sa carrière politique touche à sa fin »

Quelles sont les similitudes et les divergences entre le Likoud et le Parti Bleu & White ?

Le Likoud a été formé en 1973 suite à une alliance entre la droite nationaliste et les libéraux. C'est un parti ancien et enraciné, avec quelques cent-mille membres encartés. Bleu-Blanc, en revanche, est une alliance de circonstances formée pour les élections de 2019. Le Likoud est un parti de centre-droit, similaire aux Républicains en France ou au Parti conservateur en Grande-Bretagne. Bleu-Blanc, en revanche, c'est la version israélienne de La République en Marche. Sauf qu' en France, LREM a pulvérisé tant les Républicains que les Socialistes. En Israël, en revanche, Bleu-Blanc n'a pulvérisé que le Parti travailliste mais n'a quasiment pas réussi à attirer d'électeurs de droite (bien qu'il y ait des députés de droite sur la liste Bleu-Blanc). Bleu-Blanc a « cannibalisé » l'électorat des Travaillistes sans pour autant changer l'équilibre droite-gauche. Or dans notre système parlementaire à partis multiples, il faut une coalition pour gouverner. Après les

élections d'avril dernier, Bleu-Blanc obtint un grand nombre de députés (35) mais n'avait pas de coalition car il ne restait pas assez de députés à gauche et parce que les partis arabes refusent traditionnellement de se joindre aux gouvernements.

Comment analysez-vous les relations franco-israéliennes depuis l'élection d'Emmanuel Macron ? Qu'en attendre jusqu'à la fin de son mandat ?

Les positions d'Emmanuel Macron sur Israël ne diffèrent guère de celles de ses deux prédécesseurs: elles allient une sympathie réelle pour Israël à un dogmatisme surannée sur la question du conflit israélo-palestinien. Pour votre information et celle de vos lecteurs, il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais d'État palestinien dans les lignes de 1967 avec Jérusalem-est pour capitale. Et Emmanuel Macron ne fait que répéter la contradiction de ses prédécesseurs lorsqu'il dit vouloir à la fois la sécurité d'Israël et l'établissement d'un État palestinien. Car les deux sont incompatibles.



**« Les positions
d'Emmanuel Macron sur
Israël ne diffèrent guère
de celles de ses deux
prédécesseurs: elles
allient une sympathie
réelle pour Israël à un
dogmatisme surannée
sur la question du conflit
israélo-palestinien »**



Quel regard portez-vous sur le traitement accordé à Israël dans les médias d'Europe de l'Ouest ?

Il y a de nombreux médias en Europe de l'Ouest, de toutes tendances. Il ne faut donc pas généraliser. En tant qu'Israélien, je ne demande pas de traitement de faveur. Mais j'attends des médias occidentaux qu'ils jugent mon pays selon les mêmes standards utilisés pour les autres pays membres de l'OCDE (dont Israël est membre) et de l'OTAN

(dont Israël de fait pas partie).

Cela signifie par exemple qu'il n'est pas juste et raisonnable d'être plus sévère envers Israël sur ses opérations militaires à Gaza qu'envers les forces de l'OTAN sur leurs opérations militaires en Afghanistan ou au Sahel.

Or, souvent, il y a un premier standard pour les autocraties (telles que la Chine et la Russie), un deuxième standard pour les démocraties occidentales, et un troisième standard pour Israël. Je ne demande à être jugé ni selon le premier standard ni selon le troisième, mais selon le deuxième. Et cela ne s'applique pas qu'aux opérations militaires. Prenez, par exemple, la loi « Israël: État-nation » souvent décrite dans les médias européens comme une régression ethnocentrique et anti-démocratique. Or, dans les faits, cette loi ne diffère en rien du préambule de la plupart des constitutions européennes. Israël n'a pas de constitution mais des lois fondamentales à valeur constitutionnelle.

Depuis la France, on a du mal à se faire une idée précise des enjeux sécuritaires. En somme, quel est le problème le plus prégnant pour Israël : le conflit israélo-palestinien ou la question iranienne ?

f Le conflit israélo-palestinien constitue pour Israël un trilemme: 1. Un accord est impossible en premier lieu parce que les Palestiniens exigent un soi-disant « droit au retour » pour les descendants des réfugiés de 1948, ce qui est incompatible avec une solution de deux États; 2. Un retrait unilatéral de Cisjordanie libérerait Israël de la « menace démographique » mais créerait une menace sécuritaire existentielle, une sorte de « Gaza puissance quatre; » 3. L'annexion est impossible car elle doublerait la population arabe d'Israël et donc Israël cesserait d'être un État-nation. Le statut quo n'est pas une bonne chose, mais ses alternatives sont pires. En attendant, Israël est une grande puissance (récemment classée huitième du monde) entourée par des États défaillants. Donc il y a problème, mais il n'y a pas urgence.

Quant à la question iranienne, elle a trois dimensions: 1. Le programme nucléaire; 2. Les missiles à longue-portée; 3. Le soutien actif pour les milices chiites à travers le Proche-Orient (Iraq, Syrie, Liban, Yémen) mais également en Afrique et en Amérique latine. Paradoxalement, la menace iranienne a créé une alliance tacite entre Israël, l'Arabie saoudite, et les pays du Golfe. L'Iran continuera sa politique impérialiste et déstabilisatrice tant que le régime islamiste sera au pouvoir. Avec le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire et la réimposition de sanctions, nous nous approchons du moment de vérité. Les Iraniens prennent de gros risques vis-à-vis des États-Unis avec leurs attaques contre les tankers et contre les cibles saoudiennes. Mais ils prennent également de gros risques vis-à-vis d'Israël, qui dispose d'une force de frappe redoutable.

Quels sont les grands défis qui vont s'offrir à Israël dans les prochaines années ?

Israël fait face à trois principaux défis tant extérieurs qu'intérieurs.

Sur le plan extérieur: 1. Le conflit israélo-palestinien est un trilemme insoluble, mais

Israël devra choisir à terme entre séparation et annexion; 2. La menace iranienne est réelle et exige d'Israël de maintenir sa force de dissuasion; 3. Les relations tendues avec la Diaspora juive américaine doivent être apaisées par le dialogue et l'écoute.

Sur le plan intérieur: 1. Briser les monopoles responsables de la vie chère; 2. Intégrer pleinement les Arabes israéliens et les ultra-orthodoxes dans le marché de travail et dans un service civil pour les jeunes qui ne font pas l'armée; 3. Arriver à un accord national large (en l'absence d'une constitution formelle) sur un système constitutionnel agréé et consensuel concernant la séparation des pouvoirs et les limites de l'activisme judiciaire.

(Credit photo: Reuven Kaposhinsky)

Plus d'interviews franc-tireurs

f

🐦

✉

